

justice sociale, les désordres qui éclatent dans les départements limitrophes du Grand-Duché, les remous politiques qui s'annoncent dans la Confédération le placent devant de graves options. Dans les semaines qui suivent le 24 février il reste en position d'attente, épiant les événements et la réaction des journaux indigènes. De nouvelles instructions sont données aux censeurs. « Les principes de la nouvelle révolution se produisent d'une manière hostile au principe monarchique, fondement de tous les Etats de la Confédération. » Les censeurs sont priés de veiller à ce que les feuilles du pays « ne rendent que les faits » et ne publient pas « des articles de fond extraits des journaux français et autres ayant pour but d'endoctriner le peuple dans le sens du socialisme et communisme moderne. »

Dans les premiers jours de mars des incidents éclatent un peu partout. Attroupements, bagarres, cris séditieux contre les « riches » et les fonctionnaires. A Grevenmacher et dans d'autres localités de la Moselle des bandes tapageuses parcourent les rues nuitamment, on crie « Vive la République ! » A Luxembourg aussi retentit le même cri accompagné d'injures à l'adresse des Prussiens. Des hommes en blouses se font servir des rafraîchissements dans les cabarets et traversent la ville, en proie à une sérieuse ivresse patriotique. Pour inoffensives que paraissent de telles manifestations elles ne tardent pas à provoquer des désordres dans une atmosphère tendue. Les « compagnons » refluent de Paris, encore tout chauds des émotions révolutionnaires. Dans la nuit du 12 au 13 mars une proclamation anonyme lancée dans la ville invite les habitants à réclamer des réformes politiques. Un autre placard imprimé à Metz et distribué à Luxembourg réclame la liberté absolue de la presse, une nouvelle constitution avec responsabilité ministérielle, l'organisation du travail, l'éducation et l'entretien de tous les enfants aux frais de l'Etat. A Echternach des soldats de la garnison rompent la discipline et mènent des tapages nocturnes. A Ettelbruck l'agitation dégénère en émeute. On y manifeste bruyamment pour l'abolition de la liste civile et de la chancellerie, pour l'introduction du suffrage universel ; le drapeau républicain est arboré. Le gouvernement y délègue deux de ses membres, Th. Pescatore et J. Ulveling, pour faire entendre raison aux émeutiers. Les deux commissaires font des promesses, en particulier celle de ne pas permettre à la garnison d'Echternach de pénétrer dans la localité ; malheureusement le conseil gouvernemental donne des contre-ordres à la même heure. « Nous avons dû finir, raconte Th. Pescatore, dans la crainte d'être massacrés. Heureusement il pleuvait à verse et nous avions de bons chevaux et un cocher vigoureux. »¹⁾ Excédé par la « mesure stupide » du conseil, Pescatore envisage d'envoyer sa démission à La Haye. Les gens des campagnes sont saisis à leur tour par le vertige. On placarde jusque dans les moindres villages, un vaste pétitionnement s'organise contre le « fonc-

¹⁾ Lettre de Pescatore à Blochhausen, 17 mars. AGL. Chanc. N° 7.